

Berne, le 9 octobre 1974

Appel du Conseil fédéral
pour la votation sur la 3e initiative de l'Action nationale
contre l'emprise étrangère

I.

Chères concitoyennes et chers concitoyens,

Partisans et adversaires de la 3e initiative contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse motivent les uns et les autres leur attitude en invoquant le souci que leur cause l'avenir de notre pays. Dans notre régime démocratique, chacun peut prendre sa décision en toute liberté; même une opinion qui diffère de la nôtre doit être pleinement respectée. En raison de l'extraordinaire importance de ce scrutin, nous tenons cependant à vous demander de bien considérer tous les arguments qui parlent en faveur ou en défaveur de l'initiative qui vous est soumise, d'éviter de céder à des mouvements passionnels et de ne prendre la décision dont vous estimez pouvoir assumer en toute conscience la responsabilité vis-à-vis du pays qu'après avoir mûrement pesé tous les éléments entrant en considération.

Il est incontestable que les problèmes posés par la population étrangère touchent profondément de larges milieux de notre peuple et que beaucoup de nos concitoyens sont troublés par la présence d'un grand nombre d'étrangers. Pour beaucoup d'entre nous, le

visage familial de la Suisse s'est par trop modifié. Nous partageons leur souci fort compréhensible. Mais cela ne doit pas nous retenir de chercher une solution équilibrée et raisonnable aux problèmes qui se posent, dans l'intérêt à long terme de notre pays. Il s'agit en l'occurrence d'éviter de rendre responsable les étrangers de tout ce qui nous afflige ou nous gêne. La difficulté d'apprécier l'évolution actuelle dans tous ses éléments, l'extrême complexité de notre monde actuel, l'excès de changements incessants, l'inflation et les impasses financières, les graves menaces pesant sur l'environnement et nombre d'autres phénomènes pernicioeux n'ont rien à voir avec la pénétration étrangère. Tous ces problèmes se posent aussi - le plus souvent avec plus d'acuité encore - dans les pays qui ne connaissent pas un excès de population étrangère. Si elle était acceptée, l'initiative qui vous est soumise ne permettrait pas de résoudre un seul de ces problèmes, mais nous placerait devant toute une série de nouvelles et très graves difficultés.

II.

Le bien-être dont nous bénéficions est le fruit du travail, de l'esprit d'entreprise et de l'aptitude à assumer les tâches. D'abord, la crise si redoutée qu'on attendait dans l'après-guerre a pu être évitée. Puis il a été possible d'améliorer la sécurité sociale, d'accroître les chances de formation et, aussi, d'élever

notablement le niveau des revenus. Le progrès économique, dont nous avons tous bénéficié, a été assuré par le travail d'une très forte partie du peuple suisse. Aujourd'hui, nous nous trouvons à un tournant. Il devient indispensable d'adapter dans une plus large mesure le cours de l'économie et l'évolution sociale aux possibilités réelles de notre pays. Or cela n'est nullement facile en raison du programme que nous nous sommes fixé. Il serait presque impossible de l'assumer si, d'un coup, nous décidions de retourner vingt ans en arrière. Au cours de ces deux dernières années, le climat économique s'est modifié. Vous avez tous ressenti les effets de la crise du pétrole. Presque tous les pays doivent aujourd'hui lutter durement pour assurer la survie de leur économie. Jusqu'ici il a été possible, en Suisse, de maintenir toutes les places de travail. Mais nous devons aussi mener un âpre combat car, jamais, nous n'avons eu autant besoin de disposer d'une économie forte et capable de faire face à la concurrence. C'est pourquoi nous ne devons pas, précisément en de pareilles circonstances, contraindre notre économie à se soumettre à la cure de cheval que représente la réduction massive de main-d'oeuvre exigée par l'initiative. Dans de nombreuses branches, la saignée serait si forte que l'existence d'entreprises serait compromise et que le maintien de nombreux emplois ne serait plus assuré pour les Suisses. L'acceptation de l'initiative aurait des effets particulièrement défavorables pour les régions de notre pays qui sont économiquement les moins développées. Comment cela est-il compatible avec les efforts actuellement entrepris en vue de mieux répartir la puissance

économique entre toutes les parties du pays? Si nous faisons ces efforts c'est parce que nous sommes conscients que, pour rester vivant, le fédéralisme a besoin de substance économique.

Nous sommes persuadés que l'indispensable processus de reconversion économique se fera sans grands dommages si nous donnons à l'économie, dans toutes les régions, le temps de s'adapter progressivement aux nouvelles circonstances.

III.

Le Conseil fédéral et le Parlement se voient constamment adresser le reproche d'avoir laissé les choses suivre leur cours et, somme toute, de ne rien avoir entrepris d'efficace contre l'excès de population étrangère. En fait, les autorités fédérales ont pris en 1963 leurs premières mesures restrictives. Sans doute, l'effet de freinage fut-il insuffisant. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral adopta en 1970 des dispositions plus sévères aux fins d'empêcher un nouvel accroissement du nombre des étrangers exerçant une activité lucrative. Appliquant avec rigueur ces mesures, sans céder aux résistances de toute nature, il a obtenu un indéniable succès. L'accroissement de l'effectif des travailleurs étrangers, qui a été de 266 000 au cours des années 1960 à 1970, a pu être stoppé durant ces quatre dernières années. Le 1er août dernier, une nouvelle phase de la lutte contre l'excès de population étrangère a débuté. La population étrangère de résidence totale, qui comprend les réfugiés, les étudiants, les stagiaires,

les rentiers et les membres des familles des travailleurs devra tout d'abord être stabilisée, puis réduite. Cela équivaudra à une diminution notable des étrangers exerçant une activité lucrative et à un arrêt presque complet du mouvement d'immigration de travailleurs destinés à l'industrie et à l'artisanat puisque les rares autorisations d'entrée seront surtout réservées à des personnes venant occuper des emplois dans les hôpitaux, dans l'enseignement et la recherche, ainsi que dans l'agriculture. Ces mesures seront également appliquées de manière conséquente jusqu'à ce que le but fixé, savoir la réduction de la population étrangère de résidence, soit atteint.

Le Conseil fédéral a tenu sa promesse jusqu'ici; il la tiendra également à l'avenir.

IV.

Un souci particulier nous est causé par nos relations extérieures. Il est certainement légitime que nous poursuivions, comme tout autre peuple, nos intérêts nationaux; nous le faisons du reste aussi. D'une part, cela veut dire que notre volonté est de sauvegarder ce qui nous est propre et cher. Mais, d'autre part, cela signifie que nous sommes disposés à maintenir des relations de bon voisinage et à assurer le libre échange des idées, des biens culturels et des services. Notre pays passe pour être une terre de liberté, respectant le droit et la bonne foi. Comment concilier

tout cela avec le fait que nous serions contraints d'annuler des permis d'établissement déjà accordés et de ne tenir aucun compte de droits légitimement acquis? Ce sont d'ailleurs des droits dont bénéficient de manière tout à fait semblable les Suisses à l'étranger. Comment pourrions-nous défendre la situation de ces compatriotes et, de manière tout à fait générale, les droits et les intérêts de la Suisse si chacun peut douter de la volonté de notre Etat de respecter le droit et de nos sentiments humanitaires? Absolument imprévisibles sont aussi les conséquences d'ordre matériel qui résulteraient de l'acceptation de l'initiative pour un pays dont l'approvisionnement en matières premières et en énergie dépend si fortement de la collaboration internationale et qui doit vendre dans le monde entier une grande partie de sa production.

V.

Tout aussi graves de conséquences seraient les problèmes humains qui se poseraient s'il fallait, dans un laps de temps très court, expulser plus d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants, même ceux qui résident depuis plus de dix ans dans notre pays. La réglementation actuelle contraint déjà les autorités à faire preuve, dans certains cas, de rigueur sur le plan humain. Or l'initiative précipiterait dans le chômage une bonne partie des travailleurs qui devraient regagner leur pays parce qu'il serait impossible d'y créer en si peu de temps un nombre aussi élevé de

nouveaux emplois. Comment réagirions-nous si cela nous arrivait? De plus: l'humanité, vertu qui nous a été enseignée par de si grands exemples, n'est-elle pas l'un des traits essentiels de l'idée de l'Etat que nous nous sommes forgée en Suisse?

On entend, il est vrai, dire dans les milieux qui soutiennent l'initiative, qu'il serait possible, en prenant des mesures ressortissant au droit de nécessité, d'atténuer les effets nocifs de l'initiative. Mais il aurait fallu y réfléchir plus tôt. Nous avons à voter sur l'initiative et sur rien d'autre. Il serait absolument antidémocratique d'appliquer le droit de nécessité pour modifier une décision du peuple. De l'avis du Conseil fédéral, cela ne saurait entrer en considération.

VI.

En résumé, il y a lieu de dire que la 3e initiative contre l'emprise étrangère sacrifie à la démesure. Démesurés sont les chiffres qu'elle contient, disproportionné est également le délai dans lequel la réduction prévue devrait s'accomplir. Le prix que nous aurions à payer pour un tel acte de force est beaucoup trop élevé. Pareil acte est vraiment inutile du moment que le problème posé par l'excès de population étrangère peut être résolu progressivement. Le sens de la mesure et de ce qui est admissible était jusqu'ici l'un des traits dominants du caractère suisse, qui a préservé notre peuple de nombreux malheurs.

Chères concitoyennes et chers concitoyens, le Conseil fédéral vous demande donc de mûrement réfléchir et de tenir compte de tous les éléments du problème avant de prendre votre décision.

Berna, 9 ottobre 1974

Appello del Consiglio federale sulla terza iniziativa contro
l'inforestierimento dell'Azione Nazionale

I.

Care concittadine e cari concittadini,

I sostenitori e gli avversari della terza iniziativa contro l'inforestierimento giustificano le loro tesi mossi dalla preoccupazione per il futuro del nostro Paese. Nell'ambito del nostro ordinamento democratico ognuno può decidere in piena libertà e anche un'opinione contrastante la nostra dev'essere pienamente rispettata. Considerata l'eccezionale importanza della votazione, vi invitiamo, prima di prendere la decisione che ritenete di poter giustificare nei vostri confronti e verso il Paese, a meditare sul pro e il contro e a evitare affrettate reazioni sentimentali.

E' evidente che il problema degli stranieri tocca profondamente vaste cerchie della nostra popolazione e che molti svizzeri sono preoccupati per la presenza di un gran numero di stranieri. Parecchia gente non riconosce più il volto familiare della Svizzera. Siffatte preoccupazioni sono anche le nostre preoccupazioni. Ciò non deve perciò impedirci di cercare una soluzione equilibrata e ragionevole per gli interessi a lunga scadenza del nostro Paese. Dobbiamo quindi

evitare di addossare la responsabilità agli stranieri qui residenti per tutto quanto ci opprime. L'impossibilità di valutare l'odierna evoluzione, la complessità del mondo moderno, gli eccessivi e continui mutamenti, l'inflazione e le difficoltà finanziarie, l'inquinamento e molti altri problemi hanno poco o nulla a che vedere con l'inforestierimento. Tutti questi problemi sono una realtà - forse ancora più grave - anche per i Paesi che non conoscono l'inforestierimento. L'accettazione dell'iniziativa non costituirebbe la soluzione di questi problemi, ma solleverebbe invece una serie di altre difficoltà.

II.

Il benessere raggiunto è frutto del lavoro, della capacità e dell'iniziativa. Dapprima si riuscì ad evitare la tanto temuta crisi del dopoguerra. In seguito si poté migliorare la sicurezza sociale, favorire la possibilità d'istruzione e aumentare sensibilmente i redditi. Il progresso economico, di cui tutti abbiamo approfittato, è dovuto in gran parte al popolo svizzero. Oggi ci troviamo ad una svolta. Dobbiamo adattare ulteriormente l'evoluzione economica e sociale alle possibilità del nostro Paese. Questo, nell'ambito del programma prefissoci, non è un compito facile e diventa quasi insolubile se vogliamo annullare di colpo un progresso raggiunto in vent'anni. Negli ultimi due anni il clima economico è mutato. Voi tutti avete risentito degli effetti della crisi del petrolio. At-

tualmente quasi tutti i Paesi devono lavorare e lottare intensamente per potersi assicurare la loro esistenza economica. Finora in Svizzera i posti di lavoro hanno potuto essere mantenuti. Tuttavia, anche noi dobbiamo intensificare gli sforzi perchè un'economia forte e competitiva non è mai stata così necessaria come in questo momento. Perciò dovremmo evitare, in un periodo tanto delicato, di indebolire la nostra economia con una massiccia riduzione della manodopera come auspicata dagli inizianti. In molti settori il tracollo sarebbe così forte da mettere in dubbio la futura esistenza di aziende e conseguentemente di numerosi posti di lavoro compresi quelli degli svizzeri. L'accettazione dell'iniziativa avrebbe conseguenze particolarmente sfavorevoli soprattutto per le regioni economicamente meno sviluppate del nostro Paese. E come è compatibile questo fatto con gli attuali nostri sforzi intesi a distribuire equamente la capacità economica in tutto il Paese? Questo sforzo viene attuato partendo dal presupposto che il federalismo politico, per restare vitale, necessita anche di una base economica.

Siamo convinti che il necessario processo di trasformazione economica potrà svolgersi senza grave danno se all'economia di tutte le regioni concediamo il tempo necessario per un progressivo adattamento.

III.

Si rimprovera costantemente al Consiglio federale ed anche al Par-

lamento la condiscendenza e l'assoluto immobilismo nei confronti dell'inforestierimento. La realtà conferma invece che proprio le autorità federali hanno adottato nel 1963 il primo provvedimento in merito. L'azione frenante si è tuttavia rivelata insufficiente. Perciò il Consiglio federale ha adottato nel 1970 provvedimenti più efficaci intesi ad arrestare un ulteriore aumento del numero degli stranieri esercitanti un'attività lucrativa. Esso ha applicato le sue misure con la massima determinazione ottenendo un pieno successo malgrado le opposizioni. L'aumento dei lavoratori stranieri, che dal 1960 al 1970 è stato di 266 000 persone, ha potuto essere ridotto a zero negli ultimi quattro anni. Il 1^o agosto di quest'anno è stata avviata una nuova fase. L'intera popolazione residente, della quale fanno parte anche profughi, studenti, praticanti, redditieri e familiari, dev'essere dapprima stabilizzata e successivamente ridotta. Ciò equivale ad una sensibile riduzione degli stranieri esercitanti un'attività lucrativa e, per l'industria e l'artigianato, ad un arresto quasi totale dell'immigrazione poichè i pochi permessi d'entrata rilasciati sono riservati soprattutto per gli ospedali, l'istruzione, la ricerca e l'agricoltura. Anche queste misure verranno coerentemente mantenute fino al momento in cui l'obiettivo della riduzione della popolazione straniera residente sarà raggiunto.

Il Consiglio federale ha dunque mantenuto le sue promesse e vi rimarrà fedele anche in futuro.

IV.

Particolare preoccupazione destano le nostre relazioni con l'estero. Certamente, come ogni altro popolo, dobbiamo curare anche noi i nostri interessi nazionali, ed effettivamente non tralasciamo di farlo. Ciò significa, da un lato, volontà di conservare la propria indole e, dall'altro, disponibilità per relazioni di buon vicinato come pure per un libero scambio di idee, di cultura e di servizi. Siamo considerati un Paese ove vige libertà e giustizia, ritenuto leale e credibile. Come si possono conciliare questi attributi con il fatto che dovremmo revocare diritti di residenza già accordati e dichiarare nulli altri diritti ormai acquisiti? Diritti di cui fruiscono d'altronde nella stessa misura anche i nostri svizzeri all'estero. Come possiamo difendere, nei confronti dell'estero, la loro posizione come pure i diritti e gli interessi generali della Svizzera all'estero se si pone in dubbio la credibilità del nostro stato di diritto e il nostro senso umanitario? Imprevedibili sono però anche le conseguenze materiali per un paese sì fortemente tributario dall'estero per l'approvvigionamento di materie prime e d'energia e che deve vendere gran parte dei suoi prodotti nel mondo intero.

V.

Non meno gravi sono però anche i problemi umanitari che sorgerebbero qualora, entro un breve lasso di tempo, dovessimo espellere

oltre mezzo milione di uomini, donne e bambini, fra i quali anche gente residente da oltre dieci anni nel nostro Paese. Già l'attuale disciplinamento ci costringe ad una eccessiva severità sul piano umanitario. L'iniziativa costringerebbe però un gran numero di lavoratori stranieri a rimpatriare sotto l'incubo della disoccupazione e della miseria, poichè i loro Paesi non sono in grado di procurare, entro così breve tempo, sufficienti occasioni di lavoro.

Come sarebbero le nostre reazioni in un'analogha circostanza? Del resto il senso umanitario, come ci è stato tramandato dai nostri antenati, non costituisce una componente delle forze sostenitrici del nostro concetto di Stato svizzero?

Tuttavia, e precisamente nell'ambito delle cerchie dei sostenitori, si va dicendo che si potrebbero attenuare gli effetti nocivi dell'iniziativa con misure di diritto d'emergenza. Su questo fatto si sarebbe dovuto riflettere prima. Noi siamo unicamente chiamati a decidere sull'iniziativa e su null'altro. L'applicazione del diritto d'emergenza al fine di modificare una decisione popolare sarebbe antidemocratico. Secondo la concezione del Consiglio federale ciò non entra in linea di conto.

VI.

Concludendo si deve dire, che la terza iniziativa sull'inforestierimento è esorbitante. Esorbitanti sono le cifre in essa contenute,

esorbitanti sono però anche i termini entro i quali si deve attuare la riduzione della mano d'opera. Il prezzo che dobbiamo pagare per siffatto atto di forza è troppo elevato. Esso non è necessario, poiché il problema dell'inforestierimento può essere risolto gradualmente. Il senso della misura e della responsabilità è sempre stato finora una peculiarità svizzera e ci ha sempre preservato da tante sventure.

Care concittadine e cari concittadini, il Consiglio federale vi invita a riflettere su tutte queste considerazioni prima di prendere una decisione.

